



CHAPITRE 130

Loi modifiant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec

[Sanctionnée le 26 février 1953]

Préambule.

ATTENDU que La Fédération catholique des institutrices rurales de la province de Québec incorporée, La Fédération provinciale des instituteurs ruraux, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Québec, La Fédération des instituteurs et institutrices du diocèse de Trois-Rivières, La Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Montréal, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Chicoutimi, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Mont-Laurier, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Valleyfield, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Sainte-Anne de la Pocatière, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Nicolet, toutes étant des corporations formées en vertu de la Loi des syndicats professionnels et ayant leur siège social dans la province de Québec, ont par leur pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que la loi la constituant soit modifiée;

Attendu que La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques

CHAPTER 130

An Act to amend the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec"

[Assented to, the 26th of February, 1953]

Preamble.

WHEREAS "La Fédération catholique des institutrices rurales de la province de Québec incorporée, La Fédération provinciale des instituteurs ruraux, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Québec, La Fédération des instituteurs et institutrices du diocèse de Trois-Rivières, La Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Montréal, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Chicoutimi, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Mont-Laurier, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Valleyfield, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Sainte-Anne de la Pocatière, La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Nicolet", all being corporations formed under the Professional Syndicates Act, and having their corporate seats in the Province of Quebec, have by their petition, represented that it is in the interest of "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec", and necessary for the good administration of its affairs that the act incorporating it be amended;

Whereas "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de

ques de la province de Québec a été constituée en corporation par la loi 10 George VI, chapitre 87 des statuts de 1946;

Attendu que les amendements demandés sont pertinents à l'amélioration de la profession d'instituteur dans la province de Québec;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1946, c. 87, a. 2, am. **1.** L'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"Instituteur". "*b*) 'Instituteur' signifie toute personne légalement autorisée à enseigner dans les écoles publiques catholiques de la province de Québec, à l'exception des personnes faisant partie d'une communauté religieuse."

1946, c. 87, a. 3, remp. **2.** L'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Membres. "**3.** Les instituteurs, les associations, les syndicats et les fédérations d'instituteurs peuvent faire partie de La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, les membres admis dans La Corporation le demeurent aussi longtemps qu'ils se conforment à la présente loi et aux règlements de La Corporation."

1946, c. 87, a. 4, remp. **3.** L'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Sections. "**4.** Il existe au sein de La Corporation diverses sections dont le nombre, les cadres, la juridiction concernant les affaires de La Corporation et les devoirs à l'égard de celle-ci sont déterminés par les règlements de La Corporation."

1946, c. 87, a. 5, ab. **4.** L'article 5 de la loi 10 George VI, chapitre 87 est abrogé.

Id., a. 6, remp. **5.** L'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

la province de Québec" was incorporated by the act 10 George VI, chapter 87 of the statutes of 1946;

Whereas the amendments sought relate to the improvement of the teaching profession in the Province of Quebec;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 10 George VI, chapter 87, is amended by replacing paragraph "*b*" by the following:

"*b*. 'Teacher' means any person legally authorized to teach in the catholic public schools of the Province of Quebec, exclusive of persons belonging to a religious community."

2. Section 3 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

Membres. "**3.** The teachers, associations, syndicates and federations of teachers may form part of 'La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec,' The members admitted in The Corporation, remain such as long as they comply with this act and the by-laws of The Corporation."

3. Section 4 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

Sections. "**4.** There shall exist within The Corporation various sections the number, compass, jurisdiction thereof respecting the affairs of The Corporation and the duties towards the latter shall be determined by the by-laws of The Corporation."

4. Section 5 of the act 10 George VI, chapter 87 is repealed.

5. Section 6 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

But.

"6. La Corporation a pour but de favoriser les intérêts professionnels des instituteurs et d'assurer le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline de ses membres.

Siège social.

Elle a son siège social temporairement dans la cité de Québec. Elle peut, par règlement, le fixer à tout endroit de la province de Québec. Elle doit donner avis de tel changement dans la *Gazette officielle de Québec*."

1946,
c. 87, s. 7,
ab.

6. L'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est abrogé.

Id., s. 10,
remp.

7. L'article 10 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"10. Le conseil général fait les règlements de La Corporation concernant:

a) la régie interne, l'administration, la gestion des affaires de La Corporation;

b) le maintien de l'honneur et de la dignité de ses membres;

c) la désignation et l'énumération des actes dérogatoires à l'honneur de la profession, la déchéance pour les auteurs de tels actes, d'aucun ou de tous les droits et privilèges conférés par la présente loi et les règlements de La Corporation;

d) l'admission, la cotisation, la conduite, la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, dans ces deux derniers cas, après les avoir convoqués et leur avoir fourni l'opportunité d'être entendus;

e) le nombre, les fonctions et devoirs, qualités et qualifications des officiers et membres du congrès, du conseil général et du conseil d'administration, ainsi que la date et le mode de leur élection ou désignation, leur remplacement au cas de vacance, au cas de mort ou autrement, les avis, le vote, la procédure générale des assemblées et tout ce qui est nécessaire pour leur bon fonctionnement;

f) la création de tous les comités nécessaires ou désirables; chacun de ces comités exerce les droits et pouvoirs que les règlements lui attribuent.

"6. The object of The Corporation is to promote the professional interests of teachers and insure the maintenance of the honour, dignity and discipline of its members.

Object.

Its corporate seat shall be temporarily in the city of Quebec. It may, by by-law, fix the same at any place in the Province of Quebec. It must give notice of such change in the *Quebec Official Gazette*."

Corporate
seat.

6. Section 7 of the act 10 George VI, chapter 87, is repealed.

1946,
c. 87, s. 7,
repealed.

7. Section 10 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

Id., s. 10,
replaced.

"10. The general council shall make the by-laws of The Corporation respecting:

Corporate
powers.

a. the internal management, administration and direction of the affairs of The Corporation;

b. the maintenance of the honour and dignity of its members;

c. the designation and enumeration of acts derogatory to the honour of the profession, the deprivation of persons guilty of such acts from any or all rights conferred by this act and the by-laws of The Corporation;

d. the admission, assessment, conduct, discipline, suspension and expulsion of its members, in such two latter cases, after having called them and having given them the opportunity of being heard;

e. the number, functions and duties, qualities and qualifications of officers and members of the congress, of the general council and of the administration board as well as the date and the mode of their election or appointment, their replacement in case of vacancy by death or otherwise, the notices, voting and general procedure of meetings and everything necessary for the proper functioning thereof;

f. the setting up of all necessary or desirable committees; each of such committees to exercise the rights and powers assigned to it by the by-laws.

Ratification.

Cependant ces règlements n'entreront en vigueur que s'ils sont ratifiés à une assemblée du congrès."

Nevertheless such by-laws shall not come into force unless ratified at a meeting of the congress."

Ratification.

1946,
c. 87,
a. 13,
remp.Exercice
de pou-
voirs.

8. L'article 13 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

8. Section 13 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

1946,
c. 87,
s. 13, re-
placed.Exercice
of powers.

"**13.** Les pouvoirs accordés à La Corporation sont exercés par le conseil d'administration composé d'officiers et de membres, dont le nombre sera déterminé, de temps à autre, par les règlements."

"**13.** The powers granted to The Corporation shall be exercised by the administration board composed of officers and members, the number of which to be determined from time to time by the by-laws."

1946,
c. 87,
a. 14,
remp.Conseil
général.

9. L'article 14 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

9. Section 14 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

1946,
c. 87,
s. 14, re-
placed.General
council.

"**14.** Le conseil général est constitué de membres du conseil d'administration et, en outre, de délégués des sections de La Corporation, et leur nombre sera déterminé, de temps à autre, par les règlements."

"**14.** The general council shall be formed of members of the administration board and, moreover of delegates of sections of The Corporation, the number of which to be determined from time to time by the by-laws."

1946,
c. 87,
a. 14a, aj.

10. La loi 10 George VI, chapitre 87, est modifiée en ajoutant après l'article 14, le suivant :

10. The act 10 George VI, chapter 87, is amended by adding after section 14, the following:

1946,
c. 87,
s. 14a,
added.

Congrès.

"**14a.** Le congrès se compose des membres constituant le conseil général et des personnes déléguées par les syndicats membres de La Corporation et par les sections d'instituteurs non syndiqués, tel qu'il sera de temps à autre statué par les règlements qui devront, pour devenir en force, être approuvés, par écrit, par le surintendant de l'instruction publique."

"**14a.** The congress shall be composed of the members forming the general council and of persons delegated by the syndicates, which are members of The Corporation and by the sections of teachers not syndicated, as determined from time to time by the by-laws which must, to come into force, be approved, in writing, by the Superintendent of Education."

Congress.

1946,
c. 87,
a. 15,
remp.

Quorum.

11. L'article 15 de la loi 10 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

11. Section 15 of the act 10 George VI, chapter 87, is replaced by the following;

1946,
c. 87,
s. 15, re-
placed.

Quorum.

"**15.** Le quorum aux assemblées du conseil général et du conseil d'administration est constitué de la majorité de leurs membres; le quorum aux assemblées du congrès est celui fixé de temps à autre par les règlements."

"**15.** At the meetings of the general council and of the administration board, the quorum shall consist of the majority of their members; at the meetings of the congress the quorum shall be that fixed from time to time by the by-laws."

Décisions
à la ma-
jorité.

Toutes les questions soumises aux assemblées du congrès, du conseil général, du conseil d'administration et de tous autres comités qui peuvent être constitués en vertu des règlements, sont décidées à la majorité des votes, et chaque membre constituant a droit à un vote. Au cas

All questions submitted at the meetings of the congress, of the general council, of the administration board and of all other committees which may be formed pursuant to the by-laws, shall be decided by majority vote, and each constituent member shall be entitled to one vote. In the

Decisions
by ma-
jority.

d'égalité, le président de l'assemblée a un vote prépondérant."

case of a tie, the chairman of the meeting shall have a casting vote."

Membres

12. Dès la date de la sanction de la présente loi, "La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques des cités et villes de la province de Québec", "La Fédération provinciale des instituteurs ruraux", la "Fédération catholique des institutrices rurales de la province de Québec incorporée", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Québec", la "Fédération des instituteurs et institutrices du diocèse de Trois-Rivières", "La Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Montréal", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Chicoutimi", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Mont-Laurier", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Sainte-Anne de la Pocatière", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Nicolet", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse d'Amos", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de St-Jean-de-Québec", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Sherbrooke", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Valleyfield", deviennent membres de La Corporation et le demeurent aussi longtemps qu'elles se conforment à la loi et aux règlements de La Corporation, sous réserve de leur droit de démission.

12. As from the date of the sanction of this act, "La Fédération des instituteurs et institutrices catholiques des cités et villes de la province de Québec", "La Fédération provinciale des instituteurs ruraux", "La Fédération catholique des institutrices rurales de la province de Québec Incorporée", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Québec", la "Fédération des instituteurs et institutrices du diocèse de Trois-Rivières", "La Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Montréal", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Chicoutimi," la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Mont-Laurier", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Nicolet", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse d'Amos", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de St-Jean-de-Québec", la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Sherbrooke," la "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques de Valleyfield" shall become and remain members of The Corporation as long as they conform to law and to the by-laws of The Corporation, subject to their right to resign.

Members.

Règle-
ments
abrogés.

13. Les règlements de La Corporation en vigueur à la date de la sanction de la présente loi sont abrogés.

13. The by-laws of The Corporation in force at the date of the sanction of this act, are repealed.

By-laws
repealed.

Membres
du conseil
général
provi-
soire.

14. Par exception, pour la mise en application de la présente loi, les président et secrétaire de chacune des fédérations mentionnées à l'article 12 de la présente loi, sont, dès la date de sa sanction, les membres du conseil général provisoire de La Corporation. A l'initiative de cinq d'entr'eux, une première assemblée de ce conseil général provisoire sera

14. By exception, for the carrying out of this act, the president and secretary of each of the federations mentioned in section 12 of this act shall be, as from the date of its sanction, the members of the provisional general council of The Corporation. Through the initiative of five of them, a first meeting of such provisional general council shall be called,

Members
of provi-
sional
general
council.

convoquée, sur avis de dix jours, par lettre enregistrée adressée au destinataire à sa dernière adresse connue, pour procéder à l'adoption de certains règlements et à la formation d'un conseil d'administration provisoire, en élisant parmi eux un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et quatre conseillers. Exclusivement, ce conseil général provisoire et ce conseil d'administration provisoire exerceront les droits et pouvoirs conférés par la loi au conseil général et au conseil d'administration.

Durée
d'office.

Les membres de ce conseil général provisoire de La Corporation resteront en fonction pour une période d'au plus dix mois. Ils seront remplacés ou élus, suivant le cas, à la première assemblée du congrès devant être tenue dans le même délai.

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, les règlements faits par ce conseil général provisoire entreront en vigueur conformément à l'article 11 de la loi 10 George VI, chapitre 87.

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

upon notice of ten days, by registered letter addressed to the addressee to his last known address, to proceed to the adoption of certain by-laws and to the formation of a provisional administrative council, by electing among them a president, two vice-presidents, a secretary, a treasurer and four counsellors. Exclusively, such provisional general council and such provisional administrative council shall exercise the rights and powers conferred by law to the general council and to the administrative council.

The members of such provisional general council shall remain in office during a period of not more than ten months. They shall be replaced or elected, as the case may be, at the first meeting of the congress to be held during the same delay.

Notwithstanding any other provision of this act, the by-laws adopted by such provisional general council shall come into force, in conformity with section 11 of the act 10 George VI, chapter 87.

Term of
office.

Coming
into force
of by-
laws.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.